

18 NOVEMBRE : FACE À LA GRAVITÉ DE LA SITUATION, DÉCIDER D'AGIR !

Difficile : sûrement ! Nécessaire et utile : sans aucun doute !

Cette journée d'action du 18 novembre pour laquelle la CGT Finances Publiques appelait les agents à cesser le travail n'a certes pas connu un taux de grévistes élevé.

Pour autant elle aura généré des débats partout sur les enjeux auxquels sont confrontés les agents du fait de la radicalisation de la politique d'austérité et des projets régressifs qui émergent, tel la réforme territoriale.

Elle aura aussi permis que s'engagent des actions multiformes portant les revendications des personnels, souvent en convergence avec l'ensemble des secteurs de la fonction publique

Elle a posé en grand la question incontournable de l'engagement massif des agents dans l'action pour obtenir un changement de cap.

- On ne peut pas rester spectateur du désastre social auquel travaillent de concert gouvernement et patronat...
- On ne peut pas simplement se lamenter sur les attaques multiples dont les salariés sont les victimes...
- On ne peut pas se limiter au constat d'une dégradation sans précédent de notre service public, de la poursuite de sa liquidation au travers de 2000 nouvelles suppressions d'emplois, d'une aggravation des conditions de vie au travail, de l'annonce d'un budget qui va amplifier tous ces phénomènes...

On ne peut pas voir tout cela et rester les bras ballants à attendre des jours meilleurs alors que le pire se profile et au moment où les décisions se prennent à l'assemblée nationale et au gouvernement.

C'est à partir de ce constat lucide que la CGT Finances publiques, en toute responsabilité, a décidé de mettre à la disposition des agents une action à la hauteur des enjeux avec un appel à la grève.

La CGT Finances publiques considère qu'en s'engageant dans cette journée d'action les agents se sont donnés un point d'appui utile et nécessaire pour faire obstacle aux politiques d'austérité, au pacte de responsabilité et pour faire entendre la légitimité des revendications.

Face à la gravité de la situation, avec le souci permanent du rassemblement et de l'unité syndicale la plus large mais tout autant avec la conviction que seul l'engagement des agents dans l'action peut changer la donne, la CGT va continuer à travailler au développement de leur intervention et à l'amplification du rapport de forces.



Montreuil, le 24 novembre 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63





☛ 3 QUESTIONS À ... OLIVIER VADEBOUT, SECRETARE GENERAL DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES

✓ Pourquoi la CGT Finances publiques a appelé à la grève le 18 novembre ?

Fin octobre, la Direction nationale du syndicat a eu un débat approfondi sur la situation générale et ses impacts à la DGFIP. Elle a conclu que nous n'étions pas dans la simple continuité des politiques d'austérité antérieures mais face à une radicalisation, une amplification lourde de ces politiques afin de répondre encore et toujours plus aux attentes du MEDEF et aux exigences de la commission européenne.

Dans un tel contexte, nous avons aussi mis en évidence que les agents de la DGFIP allaient continuer à payer un lourd tribut à ces politiques en terme de suppressions d'emplois, de restriction de moyens pour accomplir les missions, de dégradation de leurs conditions de vie au travail, de recul de leur pouvoir d'achat.

Même si nous avons pris en considération les difficultés liées à une certain fatalisme de collègues à force d'encaisser des mauvais coups, nous avons considéré qu'il fallait mettre à leur disposition les moyens de réagir au travers d'un appel à la grève. Nous avons estimé que les enjeux et la période de prise de décisions le nécessitaient. Et la date du 18 a été retenue car c'était à la fois la date initiale du CTR emploi (1) et celle d'une action convergente des trois versants de la fonction publique.

✓ Pourquoi cet appel n'a pas été unitaire ?

Il ne m'appartient pas de répondre à la place des autres organisations syndicales à qui nous avons évidemment fait la proposition de cette action. Je ne pense pas en tous cas qu'il y ait divergences sur le constat. En tout état de cause, nous sommes bien décidés à continuer à agir en faveur du développement de démarches unitaires autour des revendications.

Sans doute le contexte de proximité des élections professionnelles n'a pas facilité les choses. Peut être aussi que l'idée que cette initiative puisse être considérée comme « électoraliste » a pesé. Nous mêmes nous nous sommes interrogés sur cette question. Mais, là encore, au regard des enjeux, nous avons estimé qu'on ne pouvait pas conditionner les nécessités de l'action à des considérations électorales.

D'ailleurs, pour notre part, nous mettons les élections professionnelles dans la continuité de ce 18 novembre. C'est un moyen mis à la disposition des agents pour exprimer, au travers du vote CGT, leur rejet des politiques d'austérité mises en œuvre à la DGFIP comme au plan général et leur volonté de voir défendus avec détermination leurs revendications.

✓ Quelles suites la CGT Finances publiques compte t'elle donner ?

Il ne faut pas se raconter d'histoires. Nous sommes face à une très grande rigidité de la Direction générale, à sa propension à répondre aux difficultés des agents par de nouvelles mesures de régression du service public et à un refus total d'entendre leurs revendications.

Dans ces conditions, seul un mouvement d'action d'ampleur, est de nature à faire obstacle aux visées régressives et ouvrir le voie de la satisfaction des revendications.

Le construire démocratiquement, l'inscrire dans la durée, permettre que les agents s'y inscrivent massivement, c'est à cette perspective que nous allons travailler... avec conviction et détermination ... et avec nos collègues.

(1) L'administration a repoussé le CTR au 20 novembre

